



RÉFORME Jamais depuis Mao la Chine n'avait connu un leader aussi autoritaire. Xi Jinping veut transformer son pays avec une recette: plus de marché, mais moins de libertés. Pour aller de l'avant, le nouveau maître de la Chine a lancé de vastes purges.

DR

Chine: la nouvelle mue du dragon

Analyse. Où va la Chine? La Bourse s'effondre, l'économie ralentit, les luttes de pouvoirs s'enveniment. Célébré comme la locomotive de la croissance mondiale, le pays apparaît soudain beaucoup plus fragile.

FRÉDÉRIC KOLLER

Ce 3 septembre, le ciel devrait être bleu à Pékin. Sur la place Tiananmen, les drapeaux rouges ornés des cinq étoiles dorées de la nation chinoise devraient claquer au vent alors que défilent les corps d'armée célébrant le 70^e anniversaire de la victoire sur le fascisme japonais. Une fois encore, comme par enchantement, le smog a déserté la capitale. Il

en est ainsi pour chaque événement orchestré par le Parti communiste. Car, en Chine, le pouvoir peut déterminer le temps qu'il fera, stopper la pluie et la pollution. Il lui suffit de bombarder les nuages et d'ordonner l'arrêt de l'activité industrielle d'une ville de 20 millions d'habitants et de sa région.

Ce 3 septembre, Xi Jinping, le leader chinois qui a concentré le plus de pouvoir depuis Mao Tsé-toung, commémore

une victoire qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait osé célébrer: celle du Parti communiste face à l'agresseur nippon. Peu importe si ce furent en réalité les troupes nationalistes du Kuomintang – réfugiées en 1949 à Taiwan après leur défaite face aux communistes – qui assurèrent l'essentiel de l'effort de guerre et si ce sont les Américains qui mirent en fin de compte à genoux l'Empire du Soleil levant. La Chine de Xi Jinping

fête sa version de l'histoire. Entouré de chefs d'Etat amis (Poutine en tête), le secrétaire général du parti met en scène l'avènement du «rêve chinois», la restauration de sa grandeur passée.

UNE RÉFORME INDISPENSABLE

Depuis deux siècles, jamais la Chine n'a été aussi puissante. Et, pourtant, derrière cette façade, l'édifice semble craquer de partout. L'éclatement de la bulle boursière met au grand jour l'essoufflement de la deuxième économie mondiale. L'explosion industrielle du port de Tianjin montre à quel point la corruption gangrène le pays, mettant en danger l'ensemble de la société. Le gonflement spectaculaire de la dette fait craindre une fragilisation du système bancaire. L'intensité des purges rappelle les premières années du régime avec ses risques d'instabilité politique. Que se passe-t-il en Chine? Ce pouvoir, qui maîtrisait la conduite de l'économie comme il dictait la météo, semble tout

à coup déboussolé, donnant des signaux contradictoires, devenus incompréhensibles. La plus belle réussite de la globalisation économique de ces vingt dernières années est-elle sur le point de sombrer? Après avoir tutoyé les 10% de croissance du PIB durant trente ans, la Chine va-t-elle connaître un atterrissage brutal, passant à 7,4% en 2014 pour s'effondrer à 2% cette année comme l'avancent certains économistes?

«Le mythe positif de la locomotive chinoise s'est cassé ces jours-ci, estime François Godement, directeur du programme Chine et Asie au Conseil euro-

Au terme d'un cycle économique fondé sur les exportations grâce à une main-d'œuvre bon marché, l'usine du monde doit se restructurer.

péen des affaires étrangères, un think tank basé à Bruxelles. Désormais, la tâche va être beaucoup plus difficile. Mais on exagère beaucoup en ce moment un ralentissement qui était inévitable et prévu par les autorités. La crise est plus psychologique que réelle.» La comparaison avec le Japon des années 1990 qui est entré dans une interminable stagflation après ses trente glorieuses ne tient pas. Le revenu moyen des Japonais était alors de 30 000 dollars contre 10 000 aujourd'hui en Chine. Dans un pays où l'exode rural n'est pas arrivé à son terme, la marge de développement reste importante.

Dans sa longue route vers le marché, la Chine a toutefois atteint une étape délicate. Au terme d'un cycle économique fondé sur les exportations grâce à une main-d'œuvre bon marché, l'usine du monde doit se restructurer au risque de tomber en panne. C'est ce qu'a parfaitement compris Xi Jinping. Sans réforme économique, le régime est

1949



En 1949, Mao Tse-toung engage la Chine dans la voie soviétique. La collectivisation des terres et le Grand Bond en avant provoquent une famine qui fera des millions de morts.



En 1978, Deng Xiaoping lance la politique des réformes et de l'ouverture. Il libère le pays avec le slogan «Laissons quelques-uns s'enrichir en premier» signant la fin de l'égalitarisme.



Après le massacre de Tiananmen, Jiang Zemin prend le pouvoir. Dès 1992, il préside à une deuxième vague de réformes des entreprises d'Etat. Le parti s'ouvre aux entrepreneurs.



Dès 2002, Hu Jintao pilote le champion de la mondialisation. La Chine est la principale destination des investissements. Dans l'«usine du monde», la pauvreté chute, les inégalités explosent.



En 2012, Xi Jinping hérite d'un pays leader des émergents. L'environnement est sinistré, la corruption endémique. Il lance un troisième train de réformes.

condamné. En 1978, Deng Xiaoping avait procédé à une première libéralisation de l'économie et ouvert son pays après le désastre maoïste. Au lendemain du massacre de Tiananmen, en 1989, le pouvoir avait lancé une deuxième vague de réformes avec l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce comme aiguillon. Il y a deux ans, la direction chinoise a validé un troisième train de réformes donnant au marché un rôle moteur dans une économie qui doit désormais privilégier la consommation intérieure. Le capitalisme autoritaire élaboré par les élites «communistes» – le modèle chinois – entame une nouvelle mue. Elle est douloureuse.

Dix ans durant, l'ancien premier ministre Wen Jiabao avait tiré la sonnette d'alarme, pointant du doigt les déséquilibres induits par la croissance «made in China»: explosion des inégalités sociales, disparités grandissantes entre la façade maritime et l'arrière-pays, épuisement des ressources et de l'environnement, corruption endémique. Mais comment renoncer à une recette ayant permis dans le même temps la sortie de la pauvreté de près de 600 millions de personnes? Comment redistribuer les cartes alors que les baronnies arimées au parti sont devenues de puissants groupes d'intérêt gérant leur rente?

DES ARBITRAGES PLUS COMPLEXES

C'est en novembre 2013, au terme du 3^e plénum du 18^e congrès du PCC, que le nouveau plan a été annoncé: refonte de la fiscalité des entreprises, rôle «décisif» du marché, abolition des camps de rééducation par le travail, assouplissement de la politique de l'enfant unique, réforme du «hukou» (permis de résidence), etc. «Ces réformes vont de pair avec la lutte contre la corruption. Xi Jinping veut instaurer un nouveau pacte social avec la baisse des inégalités à travers la généralisation des politiques sociales», explique Antoine Kernen, spécialiste de la Chine enseignant à l'Université de Lausanne. Celles-ci sont d'autant plus nécessaires que le pays le plus peuplé de la planète vieillit à grande vitesse. Et cela avance. La réforme de la santé est en bonne voie, tout comme celle des retraites (passage de 50 à 60 ans pour les femmes et de 55 à 65 ans pour les hommes).

Les arbitrages sont plus complexes dans l'économie, comme le prouvent

la formation puis l'éclatement de la bulle boursière à Shanghai. Celle-ci résume parfaitement le dilemme des autorités chinoises tiraillées entre leur volonté de libéraliser et leur vieux réflexe de planificateur. Après avoir assoupli l'an dernier l'accès au marché boursier, l'Etat a tiré le frein d'une place qui avait gonflé de 150%, provoquant au passage une chute brutale des actions et la panique des boursicoteurs. Pékin est alors intervenu une deuxième fois pour stopper ce que les tenants du marché considèrent comme une simple correction. «La Chine a choisi la stabilité à court terme plutôt que la discipline du marché», conclut Standard & Poor's dans une analyse du mois d'août. Face à l'incertitude provoquée par les hésitations du pouvoir, le marché a ensuite une nouvelle fois chuté, engendrant cette fois-ci une onde de choc mondiale.

Il faudra encore de nombreuses années pour que la logique du marché s'impose dans un pays où les autorités sont obsédées par la perte des leviers de commande. La convertibilité du yuan en est un autre exemple. Là aussi, les signaux sont pour le moins paradoxaux. Pour être véritablement une grande puissance en mesure de faire jeu égal avec les Etats-Unis, statut auquel Pékin aspire, la Chine doit internationaliser sa finance et sa monnaie. Cela implique aussi un abandon de souveraineté pour le parti unique. Dans ce domaine, Xi Jinping semble hésiter. «C'est un caméléon, explique François Godement. Il est pragmatique. Mais en quoi il croit, en dehors de la survie du parti et de la grandeur de la Chine, c'est très difficile à dire.»

Xi Jinping affiche en revanche une détermination sans faille dans sa lutte contre la corruption. Visant des personnalités de plus en plus haut placées, ce combat doit se comprendre comme la tentative de briser les puissants groupes d'intérêt nés des liaisons dangereuses entre l'économie et le parti ces trente dernières années. Zhou Yongkang, condamné à perpétuité en juin, est ainsi le plus haut dirigeant à avoir chuté depuis la révolution culturelle. L'ancien responsable de la sécurité d'Etat au sein du Politburo était, jusqu'à sa retraite en 2012, le personnage le plus craint de Chine. Il continuait surtout de régner sur le pétrole, un monopole

MICHAEL CHRISTOPHER BROWN/MAGNUM



CRISE La construction immobilière, stimulée par le plus grand exode rural de l'histoire, était l'un des moteurs de la croissance. De nombreux projets, comme ici à Ordos, en Mongolie-Intérieure, n'ont jamais trouvé preneur, faisant craindre l'éclatement d'une bulle.

que veut à présent démanteler le gouvernement. Sur ce front-là, la lutte est féroce, comme en attestent les commentaires parus ces derniers jours dans la presse chinoise. «L'étendue de l'opposition, l'obstination, la férocité, la complexité et même la folie de ceux qui ne se sont pas adaptés aux réformes ou même s'opposent à elles vont bien au-delà de ce que la plupart des gens imaginent», écrivait le 19 août, dans un commentaire paru sur le site internet de la télévision centrale Guoping, un propagandiste réputé refléter l'opinion du président. Une semaine plus tôt, dans un éditorial, le *Quotidien du Peuple*, la voix du parti, mettait en garde les dirigeants à la retraite: il est temps de se retirer des affaires. Beaucoup s'interrogent aujourd'hui sur le sort de Jiang Zemin lui-même.

La nervosité du pouvoir est d'autant plus grande que les signes de ralentissement de l'économie, ces derniers mois, ont alimenté le discours des opposants à Xi Jinping. Or, le déclin est indéniable: la Chine enregistre sa plus faible croissance depuis un quart de siècle. En juillet, les exportations chu-

taient de 8%. Un exemple illustre bien cette tendance, celui du marché automobile chinois, le plus grand du monde en volume. Alors que la croissance des ventes atteignait 14% en 2013, elle fléchissait à 7% en 2014 et devrait chuter à 3% cette année. Pourtant, les professionnels ne s'alarment pas. «Les perspectives du marché chinois à l'horizon 2020 restent excellentes», a expliqué à l'AFP Flavien Neuvy, directeur de l'Observatoire Cetelem de l'automobile. «Les ventes au détail, c'est-à-dire la consommation individuelle, continuent d'augmenter beaucoup plus vite que le PIB, argumente pour sa part François Godement. C'est le signe d'une restructuration en cours.»

La Chine peine à innover, à inventer, à créer. Le conformisme de ses élites et le manque de liberté de ses chercheurs font partie de l'équation.

DE SOLIDES ATOUTS

«Ce à quoi on assiste n'est pas dramatique, renchérit Antoine Kernen. Mais la transformation de l'économie vers une croissance tirée par la demande intérieure prendra du temps.» Relativiser devient le maître mot: la très forte augmentation de la dette chinoise s'expliquerait par un nouveau mode de calcul qui prend mieux en compte les finances des autorités locales. Il n'est par ailleurs pas certain que la bulle immobilière éclate, la construction restant dynamique en dehors des grands centres. «Et si c'était le cas, on ne serait pas dans une même logique qu'aux Etats-Unis. Les réseaux de financement sont différents», ajoute le chercheur.

Dans un pays qui intègre la ligue des «pays développés» se pose toutefois la question de la montée en gamme de ses entreprises. En septembre 2014, la société d'e-commerce Alibaba réalisait la plus grande entrée en Bourse de l'histoire. D'autres compagnies high-tech (Baidu, Tencent, Xiaomi) s'imposent dans l'économie de l'information. Le secteur des services progresse. Mais cela dans un marché surprotégé. En

■ ■ ■ réalité, la Chine peine à innover, à inventer, à créer. Le conformisme de ses élites et le manque de liberté de ses chercheurs font partie de l'équation.

Mais la Chine possède toujours de solides atouts: un marché gigantesque, un tissu industriel performant, des infrastructures modernes, une population bien éduquée, tout cela au cœur de la région économique la plus dynamique de la planète. Détentrice des plus fortes réserves de changes au monde, la Chine a les ressources pour relancer la croissance. Celle-ci pourrait s'établir autour des 5-6% ces prochaines années plutôt que les 7% prévus par Pékin.

UN DANGER PLUS POLITIQUE QU'ÉCONOMIQUE

Non, la Chine ne va pas s'effondrer. Le véritable danger qui plane aujourd'hui sur le pays est davantage politique qu'économique. Face à Xi Jinping, un autocrate qui concentre les pouvoirs à la façon des empereurs d'autrefois, les rancœurs s'accumulent au sein des élites du PCC. Sa campagne contre la corruption a certes rendu le secrétaire général populaire. «Mais, politiquement, la crise financière est très malvenue. Elle risque d'aliéner les classes moyennes, principal soutien du régime», note encore Antoine Kernén.

Bientôt, Xi Jinping pourrait se retrouver bien seul, nombre d'intellectuels favorables aux réformes ne lui pardonnant pas la brutalité avec laquelle il muselle la presse (une centaine de journalistes et de net-citoyens sont emprisonnés, la Chine occupant le 176^e rang sur 180 pays du classement sur la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières) et embastille les défenseurs des droits de l'homme (en juillet dernier, quelque 300 avocats et activistes étaient appréhendés en une seule journée, sept d'entre eux sont toujours détenus). Retraqué dans sa tour d'ivoire, replié derrière son armée, le président chinois n'aurait plus d'autre recours alors que les sirènes du nationalisme dont il s'est fait le champion pour légitimer son pouvoir. Un scénario bien plus inquiétant que la baisse d'un ou deux points de croissance.

Voilà pourquoi les chars qui défilent sur Tiananmen sont bien plus importants aux yeux de Pékin que les soubresauts de la Bourse de Shanghai, même lorsqu'ils affolent toute la planète. ■

Le casse-tête suisse de la Banque asiatique d'investissement

Enquête. Pour plaire à Pékin, la Suisse veut participer à la future Banque asiatique d'investissement. Le Conseil fédéral va puiser 135 millions dans l'aide humanitaire. C'est là que les ennuis commencent.

FRANÇOIS PILET

C'est un projet sur lequel, au fond, tout le monde est d'accord. Il y est question de vision à long terme, du développement économique d'une région de 4 milliards d'habitants, de l'équilibre entre l'Orient et l'Occident, et du rôle que la Suisse souhaite jouer sur ce grand échiquier.

Seulement voilà: une fois réduits à l'échelle de la Coupole fédérale, ces grands enjeux menacent de virer à la foire d'empoigne budgétaire. Pour concrétiser son engagement dans la future Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), un projet lancé par la Chine, le Conseil fédéral doit trouver une enveloppe de 135 millions de francs. Et ce sera plus compliqué que prévu.

Pourtant, tout avait commencé sous les meilleurs auspices. En juin dernier, le ministre de l'économie Johann Schneider-Ammann s'était offert un tour de piste sur la grande scène internationale. Accueilli à Pékin par le président chinois Xi Jinping, le conseiller fédéral avait signé l'engagement de la Suisse à la future AIIB, un projet cher au cœur de la Chine.

Cette nouvelle banque de développement se veut une solution de rechange asiatique à la Banque mondiale et aux Fonds monétaire international, deux institutions contrôlées depuis près d'un demi-siècle par les Etats-Unis. Dotée d'un capital de 100 milliards de dollars, l'AIIB visera notamment à désenclaver les régions sans littoral d'Asie centrale par la construction de routes, de ponts ou de voies ferrées. Elle financera aussi l'extension de la route de la soie à travers le grand ouest chinois, le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie et la Pologne.

Le projet contrarie fortement l'Oncle Sam. Outre la Banque mondiale et le FMI,

l'AIIB vient également concurrencer l'Asian Development Bank, une autre institution asiatique mise en place dans les années 70 par le Japon et les Etats-Unis.

Le président Barak Obama a accusé la Chine de vouloir utiliser l'AIIB pour asseoir sa domination politique dans la région tout en affaiblissant la Banque mondiale et le FMI. Sans le dire trop ouvertement, les Etats-Unis dénoncent le projet qui, sous couvert de faciliter les exportations chinoises vers l'Occident par des investissements dans les infrastructures, servira aussi à soutenir certaines des pires cleptocraties d'Asie centrale. Venant de la Maison Blanche, la critique a fait sourire, tant les Etats-Unis ont eux-mêmes usé de l'influence des institutions de Bretton Woods pour soutenir des alliés peu recommandables.

TEMPO À LA CHINOISE

Comme plusieurs autres pays européens, la Suisse a d'abord hésité à se rallier au projet chinois, de peur de fâcher les Etats-Unis. Puis tout s'est joué très vite. En octobre dernier, une trentaine de pays d'Asie et du Moyen-Orient ont rejoint l'initiative puis, fin mars, les premiers pays européens ont viré leur cuti.

Le Luxembourg a été le tout premier à signer, le 27 mars, devant de justesse la Suisse, qui a fait de même deux jours plus tard, en même temps que la Grande-Bretagne. Depuis, une vingtaine de membres de l'UE ont rejoint le projet en tant que futurs «membres fondateurs», dont la France, l'Allemagne et l'Italie. Si tout se passe comme prévu, la ratification du traité qui donnera formellement naissance à l'AIIB devrait avoir lieu à la fin de cette année ou au début de 2016.

Ce projet lancé à marche forcée place aujourd'hui le Conseil fédéral dans une situation délicate. La Suisse s'est engagée



PÉKIN Le ministre de l'Economie Johann Schneider-Ammann a signé la participation de la Suisse à la Banque asiatique d'investissement en juin dernier, en présence du président chinois Xi Jinping.

à participer au projet à hauteur de 706 millions de dollars, dont 141 millions (135 millions de francs) devront être versés comptant, en cinq tranches, dès l'an prochain. Le solde sera avancé à titre de garantie.

Mais où trouver une telle somme? Johann Schneider-Ammann a visé au plus facile, en puisant dans le budget de la Direction du développement et de la coopération (DDC), chargée de l'aide humanitaire.

Pour ce faire, le Département de l'économie a adopté un rythme à la chinoise: le projet de ratification, qui doit être soumis au Parlement, vient d'être mis en consultation, le 12 août dernier, avec un délai spécialement raccourci à trois semaines. Ce processus accéléré s'impose, selon le Département de l'économie, par la volonté de la Suisse de «prendre part le plus tôt possible au processus de constitution de l'AIIB et de souligner sa détermination à participer activement à son fonctionnement».

Trois semaines de consultation en plein mois d'août: le procédé n'aurait certainement pas heurté l'Assemblée nationale populaire chinoise. Sous la Coupole fédérale, en revanche, la pilule n'est pas passée.

«Ce tempo est particulièrement préoccupant», s'agace l'UDC grison Lutz Stamm, membre de la Commission de politique extérieure du Conseil national. Une irritation partagée par le président du même organe, le socialiste Carlo Sommaruga, qui évoque une «course imposée au dernier moment par le Conseil fédéral».

La colère monte contre Johann Schneider-Ammann, accusé d'avoir mal géré le dossier. A plusieurs reprises, le ministre de l'Economie se serait montré mal préparé, soumettant ses prises de position au Conseil fédéral au tout dernier moment, voire carrément a posteriori, lors du vol retour de Pékin.

Mais outre ces questions de forme, c'est le financement qui pose le principal problème. «Il y a un consensus sur la participation de la Suisse à cette nouvelle Banque mondiale sous hégémonie chinoise, qui contrebalancera l'influence américaine, explique Carlo Sommaruga. Les Etats-Unis y étaient opposés, et la Suisse a fait partie des pays qui ont permis d'inverser la dynamique. C'est aussi une suite logique de l'accord de libre-échange. Mais, au-delà des aspects géostratégiques, il y a un énorme problème avec ce projet: l'argent ne doit pas venir de la DDC.»

Le choix de soutenir le projet chinois avec l'argent de la coopération surprend d'autant plus que, dans le cadre du programme d'aide internationale pour 2017, le Conseil fédéral souhaiterait concentrer les efforts sur les pays les plus fragiles et minés par des conflits. Sauf qu'à ce stade le financement de l'AIIB est déjà ficelé. Cinq tranches annuelles de 27 millions

«L'argent pour ce projet ne doit pas venir de la DDC.»

CARLO SOMMARUGA, président de la Commission de politique extérieure du Conseil national

de francs ont déjà été portées au budget de l'aide au développement, et ce dès 2016.

DES ROUTES, PAS DES PUIITS

Carlo Sommaruga ne s'en satisfait pas. «Même si les investissements de l'AIIB se faisaient dans des projets publics ou parapublics, ils seront accordés aux taux du marché, avec des objectifs de rentabilité économique. Ils serviront à construire des routes pour le transport de marchandises, pas des puits dans les villages reculés. Ces buts sont louables, mais il ne s'agit clairement pas d'une aide humanitaire.» L'UDC Lutz Stamm estime la critique «fondée».

Pour le socialiste, l'investissement reviendrait logiquement au Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). «Mais, si vous prenez cet argent du SECO, son budget sera totalement asséché», reconnaît Carlo Sommaruga. A ses yeux, la situation révèle «l'énorme hiatus entre la politique de réduction des rentrées fiscales, la volonté de couper dans les budgets, et celle d'être actif sur les fronts».

Le conseiller national vert Luc Recordon va même plus loin. «Mon groupe parlementaire vient d'accepter ma proposition de refuser ce crédit – qui en lui-même me semble acceptable, du moins à première vue – au cas où il serait imputé à la DDC plutôt qu'au SECO. Un financement de l'AIIB sur les fonds de l'aide humanitaire absurde et choquant, surtout en cette période où les restrictions financières empêcheront d'atteindre la règle du 0,5% du PIB pour l'effort de coopération.» ■

Les Suisses restent sereins

Décryptage. Le ralentissement de la deuxième économie mondiale n'inquiète pas les entreprises installées en Chine. La modernisation de l'industrie devrait encore profiter à nos exportateurs.

SERVANPECA

Après le grand 8 boursier, la digestion. Si la santé réelle de l'économie chinoise et les interventions massives de Pékin pour redresser la barre ont paniqué les marchés boursiers ces dernières semaines, l'heure est à l'analyse. En Suisse, en France, en Allemagne, tous s'interrogent désormais sur les effets d'une Chine moins dynamique sur leur économie.

Les chiffres d'abord: sur les six premiers mois de 2015, les exportations suisses ont chuté de 6% à destination de la Chine et de Hong Kong - 7% du total. Les ventes horlogères de 13%. Et, en juillet, le déclin s'est poursuivi. Globalement, les prévisionnistes s'attendent à ce que le PIB chinois progresse de «seulement» 7%, voire moins, cette année. En tout cas nettement moins vite que les 14% de 1992 ou les 10% de 2010.

SURCAPACITÉS

«Nous ne sommes pas très dépendants de la Chine, et j'en suis bien content, nous explique un horloger genevois, sous couvert d'anonymat. A Hong Kong, les surcapacités de ventes sautent désormais aux yeux!» A l'inverse, le patron de Swatch Group, Nick Hayek, multiplie les déclarations pour témoigner du succès inébranlable des montres du numéro un mondial de l'horlogerie auprès des consommateurs chinois. Entre ces deux visions, il y a ABB, Schindler ou Nestlé. Le géant agroalimentaire se dit «satisfait» de sa croissance en Chine (d'environ 5%). Mais la «récente volatilité nous incite à la prudence, dans un avenir plus lointain», a déclaré son directeur financier, François-Xavier Roger, le 13 août dernier.

Les grandes pharmas suisses? Elles n'ont pas de souci à se faire, répond Fabrizio Quirighetti, l'économiste de la banque Syz. La demande de médicaments ne va pas souffrir des sursauts conjoncturels. A long terme, le gouvernement continue d'élargir l'accès aux soins et la Chine reste le moteur

principal de la croissance de Novartis en Asie, selon Joe Jimenez. Le grand patron de Novartis note toutefois que les efforts de Pékin pour réduire les coûts de la santé se font sentir. Autrement dit, le taux de croissance de son chiffre d'affaires ralentit.

VOLUMES D'AFFAIRES EN CROISSANCE

Alors, c'est grave, docteur? Pas tant que cela, affirme Nicolas Musy depuis Shanghai: «La décélération chinoise n'est pas nouvelle. Elle est en place depuis un certain temps», tempère le directeur du Swiss Center Shanghai (SCS), une organisation suisse à but non lucratif qui aide les entreprises à s'installer sur les marchés chinois et asiatiques. «En valeur absolue, l'économie chinoise progresse davantage que par le passé», rappelle-t-il, histoire de souligner que les nouveaux volumes d'affaires, eux, restent en croissance.

Une réalité mathématique qui se retrouve dans un sondage publié fin juillet par SCS. Plus des trois quarts des entreprises suisses s'attendent à

améliorer leurs ventes dans l'Empire du Milieu cette année. Un pour cent seulement des répondants prévoient une baisse de leur chiffre d'affaires. Ils sont 72% à vouloir y augmenter leurs investissements. Un tiers annonce que ceux-ci seront en hausse de 10% ou plus. Et 22% des sondés affirment que la Chine reste leur priorité.

Cet optimisme est-il exagéré? Sur place, n'a-t-on pas encore pris la mesure du ralentissement? «La Chine a mûri, poursuit Nicolas Musy. Son économie est plus sophistiquée et ses demandes plus spécifiques...» Bref, la demande pour des biens de qualité augmente sans cesse. Ce sont autant d'occasions pour les entreprises suisses qui font généralement dans le haut de gamme, analyse le directeur du SCS. «La Suisse s'intéresse à une fraction du tissu économique. Et celui-ci progresse encore», insiste-t-il.

AVANTAGE CONCURRENTIEL

Exemple dans la production. Certes, l'activité manufacturière recule en Chine. L'indice mesuré par la société Markit pointe une nette contraction. Il est au plus bas depuis deux ans. C'est d'ailleurs l'une des statistiques qui ont affolé la planète boursière début août.

Mais, à l'inverse de ce phénomène conjoncturel, le besoin, lui structurel, d'améliorer la productivité perdure. Car les coûts salariaux augmentent, tandis que les prix à la sortie des usines, eux, baissent. D'où un besoin accru d'automatisation de la production. «Les robots d'ABB sont très demandés», explicite Nicolas Musy.

Et de conclure en signalant que les entreprises européennes et états-uniennes aussi ont une vision optimiste de leurs affaires en Chine. En revanche, les exportateurs suisses ont désormais un avantage que les autres n'ont pas. L'accord de libre-échange, signé en juillet 2014, fait baisser progressivement leurs droits de douane à l'entrée en Chine, améliorant ainsi soit leurs marges, soit leur compétitivité sur les prix. ■

LA FIN D'UNE HISTOIRE À SUCCÈS

Le commerce avec la Chine a connu une croissance à deux chiffres. Un développement qui est désormais en danger.



La Chine figure parmi les partenaires commerciaux les plus importants de la Suisse. Les exportateurs suisses ont par ailleurs un avantage que les autres pays n'ont pas: l'accord de libre-échange, signé en juillet 2014.

Migros n° 1 mondial des détaillants durables.



Chose promise, chose due.

Notre poulet en provenance de l'étranger satisfait aux normes suisses de protection des animaux.

Plus sur generation-m.ch

Dès à présent, notre viande fraîche de poulet provient d'un élevage respectueux du bien-être animal. Et d'ici 2020, les normes strictes suisses seront appliquées à tous les autres animaux également.

GÉNÉRATION M

MIGROS
M comme Meilleur.